

Les trois nouvelles tactiques utilisées pour empêcher les migrants africains d'entrer en Europe

Johannesburg Africa Migration Europe and Africa - The Conversation Africa

Près d'une décennie s'est écoulée depuis que la migration vers l'Europe en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient a atteint son paroxysme en 2015, année qualifiée de "crise des migrants". Plus d'un million de personnes originaires d'Afrique et du Moyen-Orient ont demandé l'asile dans l'Union européenne (UE).

Depuis lors, les chiffres sont restés élevés. En 2023, le nombre de migrants ayant atteint les côtes européennes par la mer Méditerranée était de 275 000, contre environ 180 000 en 2022.

Pour contrôler l'afflux de migrants, l'UE et plusieurs de ses États membres ont mis en place des la politique de la porte fermée - des mesures de contrôle strictes aux frontières extérieures de l'UE et des politiques anti-migratoires qui transforment de plus en plus l'Europe en une "forteresse".

Nous menons des recherches sur les migrations, les frontières et les relations Afrique-UE depuis plus d'une décennie et continuons à suivre la situation de près. Nous faisons partie d'une communauté de chercheurs spcialisés dans les relations Afrique-UE travaillant sur la politique migratoire, et avons observé de nouvelles façons dont l'UE empêche les migrants d'entrer dans la région.

À partir de ces sources et de ces points de contact, nous avons identifié trois nouvelles tendances dans la manière dont les pays européens érigent des barrières :

les frontières sont fortement contrôlées et les ressources utilisées pour gérer les frontières se sont transformées les ONG basées en Europe qui soutiennent les migrants sont harcelées la procédure d'asile est exportée ou sous-traitée à des pays africains.

L'approche "forteresse" de l'UE est un gaspillage de ressources qui pourraient être utilisées de manière plus humaine et plus durable. Quelles que soient les mesures prises par les pays européens, l'immigration clandestine se poursuivra. La mobilité est un élément naturel de la vie humaine. Les gens chercheront toujours de meilleures options.

Read more: [Why Europe's 'fortress' approach to migration crisis won't work](#)

Des frontières très surveillées

Entre 2014 et 2022, la longueur totale des clôtures aux frontières extérieures de l'UE et à l'intérieur de l'UE est passée de 315 km à 2 048 km. Les forces militaires sont davantage utilisées pour gérer la situation.

La technologie est également utilisée pour renforcer les frontières physiques. Il existe des mécanismes plus récents et controversés :

L'intelligence artificielle procède à des évaluations discriminatoires des risques fondées sur la race et le lieu d'origine et peut donner lieu à un profilage illégal et au racisme. Le Parlement européen a récemment adopté un nouveau pacte sur l'immigration et l'asile qui autorise l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale et la collecte de données biométriques. Les images et les données relatives aux migrants peuvent désormais être stockées jusqu'à 10 ans et les forces de police de l'UE peuvent accéder à ces bases de données. Des drones militaires sont utilisés pour détecter les bateaux de réfugiés en Méditerranée, ce qui permet aux garde-côtes de les intercepter.

Diverses organisations de défense des droits s'inquiètent du fait que l'utilisation de ces nouvelles technologies menace les droits des migrants. Elles envahissent et violent la vie privée en collectant des données personnelles et discriminent sur la base de la citoyenneté, de l'appartenance ethnique, de la race, du sexe et de l'origine nationale.

Ciblage des organisations de défense des droits

Certains pays de l'UE répriment les organisations humanitaires qui aident les migrants. Certaines organisations sont criminalisées. Elles sont dépeintes comme des passeurs, des trafiquants d'êtres humains ou des espions, ou reçoivent l'ordre de ne pas aider les migrants en situation difficile.

Par exemple, en 2024, les garde-côtes italiens ont retenu un navire humanitaire de recherche et de sauvetage appartenant à Médecins sans frontières. C'était la 20e fois que les autorités italiennes détenaient un navire humanitaire depuis que le gouvernement a appliqué une nouvelle loi qui restreint les opérations de sauvetage des navires de sauvetage au début de l'année 2023.

En 2022, des officiers polonais ont arrêté quatre militants des droits de l'homme de l'organisation humanitaire Grupa Granica pour avoir offert de la nourriture, des couvertures et un moyen de transport à une famille de sept enfants bloquée dans une forêt glaciale à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Les autorités polonaises ont déclaré avoir arrêté les militants pour contrebande illégale.

En août 2018, les autorités grecques ont emprisonné 24 travailleurs humanitaires de l'Emergency Response Centre International pour avoir aidé à secourir des migrants en détresse en mer. Elles ont accusé cette organisation d'espionnage, de fraude, de trafic d'êtres humains et de blanchiment d'argent. L'organisation d'aide a été acquittée par la justice.

La sous-traitance de la procédure d'asile

Depuis des années, l'UE et ses États membres cherchent également à exporter ou à sous-traiter la procédure d'asile aux pays africains. En 2021, l'Union africaine a fermement condamné les projets du Danemark de sous-traiter le traitement des demandeurs d'asile aux territoires africains. Les responsables politiques danois ont fait valoir que cela permettrait de réparer le système d'asile danois défaillant.

Depuis 2018, l'UE fait pression pour que les migrants secourus en Méditerranée soient traités en Afrique du Nord, en collaboration avec l'Agence des Nations unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations. En fait, l'UE "déverse" les migrants secourus dans les pays d'Afrique du Nord.

Cela a suscité de vives critiques en raison des inquiétudes concernant la sécurité et les droits des migrants. En 2022, l'ONG Oxfam a rapporté que les garde-côtes libyens avaient intercepté et renvoyé 20 000 migrants en Libye. Mais des rapports ultérieurs ont indiqué que ce groupe de personnes était porté disparu.

Des rapports indiquent que les autorités libyennes commettent de graves violations des droits de l'homme à l'encontre des migrants.

Vers un système réaliste

Sur la base de notre expertise, il est devenu clair pour nous que les pays européens doivent accepter que la migration se produise. Ils doivent donc créer des voies légales et de meilleures procédures pour gérer les migrants.

Par exemple, l'UE et l'Union africaine pourraient mettre en place des formations techniques et professionnelles de type apprentissage pour les migrants en situation irrégulière dans les secteurs qui les attirent sur les marchés du travail de l'UE. Cela permettrait de répondre à la demande de main-d'oeuvre en Europe et de créer des voies de migration régulières pour les Africains. Les migrants acquerraient des compétences qu'ils pourraient utiliser en Afrique s'ils rentraient au pays.

Les pays de l'UE pourraient également adopter l'approche du Canada. Ce pays adhère au protocole des Nations unies sur les réfugiés en ne pénalisant pas les demandeurs d'asile en cas d'entrée non autorisée, comme le reflète son code pénal.

Chris Changwe Nshimbi, Director & SARChI Research Chair: Political Economy of Migration in the SADC Region, University of Pretoria

Inocent Moyo, Associate Professor: Department of Geography and Environmental Studies, University of Zululand ■

